

BREVES HEBDOMADAIRES

CHINE CONTINENTALE

CONJONCTURE ([ici](#))

Conjoncture : les indices PMI officiel et Caixin-Markit convergent sur la forte contraction de la dynamique de l'activité en février à cause du COVID-19

BANQUE ET FINANCE ([ici](#))

Marchés financiers : le marché financier chinois a enregistré une bonne performance dans un contexte où les places financières internationales reculaient nettement sur la période

Marché obligataire : la Chine a lancé un système d'enregistrement pour la vente des obligations

Marché boursier : CICC envisage de s'introduire en bourse à Shanghai

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE ([ici](#))

Commerce international : La pénurie de pièces détachées chinoises aurait provoqué une chute de 50 milliards de dollars des exportations mondiales en février

Relation UE-Chine : la Commission européenne envisage une proposition pour s'attaquer aux entreprises « soutenues par l'État »

INDUSTRIE ET NUMERIQUE ([ici](#))

Télécommunications : le déploiement de la 5G bénéficie du soutien des autorités à la reprise de l'économie

Véhicule autonome : la Chine met à jour sa stratégie nationale

Économie numérique : WeChat bloque les liens vers la plateforme de télétravail de ByteDance

Économie numérique : Huawei envisagerait de lancer son propre moteur de recherche

Cybersécurité : un rapport de Qihoo 360 fait mention d'actions d'espionnage de la CIA à l'égard de l'industrie et d'organismes scientifiques chinois

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS ([ici](#))

Infrastructures aéroportuaires : la CAAC informe sur la reprise progressive des activités de construction et de ses décisions sur de nouveaux projets

Transport aérien : la CAAC présente un paquet de mesures financières et fiscales pour venir en aide aux compagnies aériennes

Logistique : priorité à la reprise dans le secteur de la logistique

Développement durable : le MEE allège les contrôles sur certaines entreprises pour favoriser la reprise économique suite au Covid-19

Développement durable : publication par le Comité central du PCC de « lignes directrices en matière de gouvernance moderne de l'environnement »

HONG KONG ET MACAO ([ici](#))

Politique monétaire : l'Autorité Monétaire de Hong Kong (HKMA) suit la décision de la Fed en abaissant son taux d'intérêt de base, pour la 4^{ème} fois en 9 mois, à 1,5%.

Bourse : L'indice Hang Seng stagne au cours de la semaine (+0,3%), perdant le vendredi les gains obtenus au cours de la semaine.

Tourisme et ventes de détail : Les arrivées de visiteurs chutent de -52,7% et les ventes de détail de 21,4% en janvier 2020 en valeur.

Banque : Bank of East Asia, basée à Hong Kong, a déclaré le 4 mars qu'elle allait procéder à un



examen complet de son portefeuille d'entreprises et d'actifs.

Politique Monétaire : *Macao suit la décision de l'Autorité monétaire de Hong Kong en annonçant une baisse de son taux d'intérêt de base*

TAIWAN ([ici](#))

Impact du Coronavirus : *les autorités se veulent rassurantes.*



CONJONCTURE

Conjoncture : les indices PMI officiel et Caixin-Markit convergent sur la forte contraction de la dynamique de l'activité en février à cause du COVID-19

Pour le secteur manufacturier, l'indice des directeurs d'achats (PMI) officiel s'établit à 35,7 en baisse de près de 14 points par rapport à janvier 2020 (50,0), s'inscrivant ainsi en-deçà du niveau atteint en novembre 2008 (38,8). En outre, l'indice PMI Caixin-Markit s'établit à 40,3, soit le niveau le plus bas jamais enregistré (soit depuis avril 2004) et en baisse de plus de 10 points par rapport à janvier 2020 (51,1). Les commandes passées aux producteurs ont notamment chuté alors qu'elles étaient en hausse depuis 7 mois.

Le PMI officiel non manufacturier s'établit à 29,6, en baisse de plus de 24 points par rapport à janvier 2020 (54,1). L'indice PMI de l'emploi a chuté de plus de 15 points par rapport à janvier 2020 pour s'établir à 31,8 (47,5). Ces indicateurs illustrent la très forte contraction de l'activité industrielle et dans le secteur des services au cours du mois de février, du fait de l'épidémie de coronavirus.

Pour mémoire, le PMI manufacturier de Caixin, compilé par la société d'analyse de données IHS Markit Ltd., est axé sur l'industrie légère tandis que l'enquête officielle est basée sur l'industrie lourde.

Retour au sommaire ([ici](#))

BANQUE ET FINANCE

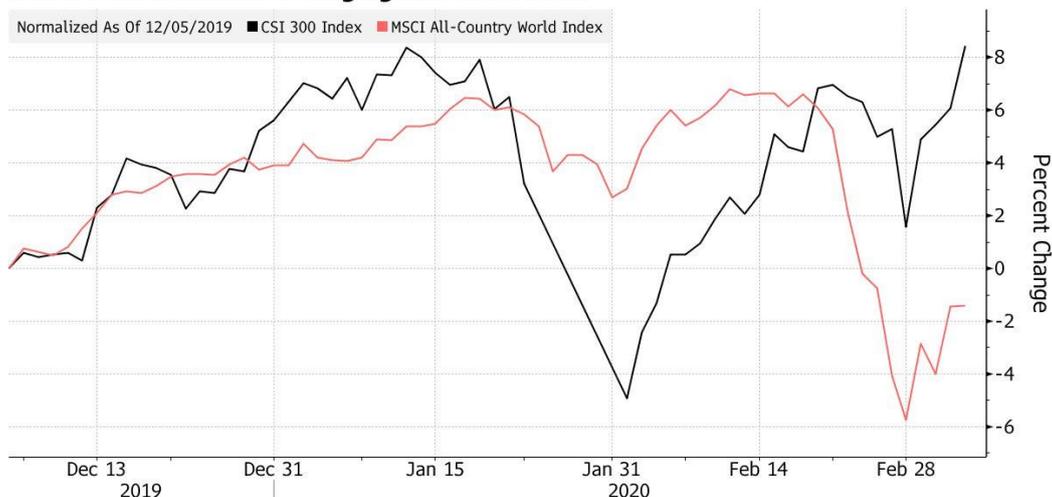
Marchés financiers : le marché financier chinois a enregistré une bonne performance dans un contexte où les places financières internationales reculaient nettement sur la période

Avec le recul de l'indice S&P 500 de 3,4% ce jeudi, les indices boursiers chinois sont apparus comme les plus performants de la semaine dans le monde, malgré la forte contraction des indices PMI publiés le 2 mars (cf. supra). Le 5 mars, l'indice chinois CSI 300 des actions cotées à Shanghai et Shenzhen a augmenté de 2,2% à 4207, le niveau le plus haut depuis deux ans, enregistrant ainsi une reprise de 12% par rapport à la forte chute enregistrée au moment de la réouverture des marchés financiers chinois au début de février. Le ChiNext (l'indice de Shenzhen axé sur la technologie) a encore mieux performé, gagnant 22% cette année, en grande partie grâce à une reprise des sociétés Internet qui bénéficient de séjours forcés à domicile en raison des mesures de quarantaine. Pour mémoire, les inquiétudes au début de l'explosion de l'épidémie avaient entraîné une forte chute de 8% pour les indices boursiers chinois lors de la réouverture du marché boursier le 3 février après près de 10 jours de fermeture. Ce rebond est davantage imputable aux anticipations formées par les investisseurs sur l'amélioration de la situation sanitaire en Chine qu'à un report vers des actifs sûrs, comme l'indique le *South China Morning Post* ; un autre facteur de la hausse des places financières chinoises tient aux attentes des investisseurs quant à la mise en place d'un plan de relance massif pour les entreprises considérablement touchées par l'épidémie, notamment via l'immobilier, perspectives que la PBoC a semblé écarter le 5 mars. Les analystes de *Mizuho* ont mentionné également que les commentaires du président Xi Jinping lors d'une réunion du bureau politique cette semaine impliquaient que Pékin "n'avait pas encore abandonné" son objectif de doubler le PIB de 2010 à 2021. Cela nécessiterait une croissance de 5,6% cette année, ont-ils ajouté, ce qui aurait accredité, au moins dans un premier temps, la mise en place d'un «plan de relance massif» plus tard dans l'année pour compenser l'effondrement de la croissance au premier trimestre.

	Cours de clôture le 3 février	Evolution journalière du 3 février	Cours de clôture le 7 février	Evolution hebdomadaire de la semaine du 3 février	Cours de clôture le 6 mars	Evolution mensuel depuis le 3 février
CSI 300	3688	-7.88%	3900	-2.60%	4139	+12,23%
SSE Index	2747	-7.72%	2876	-3.39%	3035	+10,48%
SZSE Index	9780	-8.45%	10612	-0.66%	11583	+18,44%
ChiNext	1796	-6.85%	2016	+4.56%	2193	+22,10%

Boom and Bust

China's stock market is surging as others falter



Le taux de change du yuan a également progressé de 1,3% par rapport au dollar américain depuis le pic à 7,04 le 21 février, s'éloignant ainsi fortement du seuil de 7,00. Le fait que la PBoC n'ait pas souhaité profiter de la fenêtre d'opportunité induite par la baisse du taux des Fed Funds explique également l'appréciation du yuan, dans un contexte où les investisseurs anticipaient une baisse des taux chinois consécutive à celle initiée par la Banque centrale américaine.



Les investisseurs ont ainsi accru leurs positions longues en actifs libellés en yuans, les cas de coronavirus semblant se rapprocher d'un pic en Chine alors qu'ils augmentent de manière exponentielle dans le reste du monde. Depuis la réouverture du marché boursier après le Nouvel An lunaire, le marché boursier chinois a ainsi drainé 59 Mds RMB de capitaux entrants nets via les canaux *Shanghai et Shenzhen - Hong Kong Stock Connect* en février, contre 27 Mds RMB en janvier et 40 Mds RMB en décembre. Les obligations chinoises détenues par les étrangers ont également atteint 1950 Mds RMB (280 Mds USD) en février, contre 1890 Mds RMB en janvier et 1880 Mds RMB en décembre.

Marché obligataire : la Chine a lancé un système d'enregistrement pour la vente des obligations

Suite à la révision de « *Securities Law* » approuvée en décembre 2019 et dans le but de faciliter le financement des entreprises durement touchées par l'épidémie de coronavirus, le régulateur des valeurs mobilières (CSRC) a lancé le système d'enregistrement pour faciliter les ventes d'obligations. A partir du 3 mars, les sociétés sont tenues d'enregistrer leurs ventes d'obligations (*corporate bonds*) auprès de la CSRC au lieu de demander l'approbation de la CSRC. Les émissions d'obligations des entreprises d'Etat (*enterprise bonds*) n'ont plus besoin de l'approbation des gouvernements locaux mais sont seulement soumises à inscription auprès de la NDRC.

En outre, certaines conditions de l'émission des obligations ont été supprimées, telles que « l'actif net minimum » et « l'encours des obligations émises inférieur ou égal à 40% de l'actif net de l'entreprise ».

Marché boursier : CICC envisage de s'introduire en bourse à Shanghai

China International Capital Corp. Ltd. (CICC), cotée à Hong Kong, l'une des principales banques d'investissement de la Chine, souhaite s'introduire en bourse à Shanghai pour lever des fonds. CICC prévoit d'émettre publiquement jusqu'à 458,6M d'actions, représentant moins de 9,5% de son capital (après émission). La valeur nominale de chaque action sera de 1 RMB. La société a déclaré que son projet d'introduction en bourse serait soumis à l'approbation des actionnaires en avril. En cas de



succès, cette cotation ferait de CICC la 13^e société de valeurs mobilières de Chine continentale cotée à la fois à Hong Kong et sur le continent. Les autres comprennent *GF Securities Co. Ltd.*, *Citic Securities Co. Ltd.* et *China Merchants Securities Co. Ltd.* Pour ces 12 sociétés, les cours de leurs actions continentales sont tous plus élevés que ceux à Hong Kong.

En tant que première banque d'investissement sino-étrangère créée en 1995 en Chine et cotée à Hong Kong en 2015, les activités de CICC comprennent la banque d'investissement, la négociation d'actions, la négociation d'obligations, la gestion d'actifs et la recherche. Le principal actionnaire de CICC est *Central Huijin Investment Ltd.*, une branche d'investissement du souverain chinois, qui détient 46,2% de participation de l'entreprise. Le fabricant d'appareils électroménagers *Haier Group Corp.* est le deuxième actionnaire de CICC avec une participation de 9,5%, tandis que les géants de l'Internet *Alibaba Group Holding Ltd.* et *Tencent Holdings Ltd.* sont également actionnaires de CICC. A fin septembre, CICC possédait au total 322,9 Mds RMB d'actifs. Selon les données de la *Securities Association of China*, CICC était le 9^e plus grand cabinet de courtage du continent chinois en termes d'actifs totaux et était classé au 6^e en termes de revenus en 2018.

Retour au sommaire ([ici](#))

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE

Commerce international : La pénurie de pièces détachées chinoises a provoqué une chute de 50 milliards de dollars des exportations mondiales en février

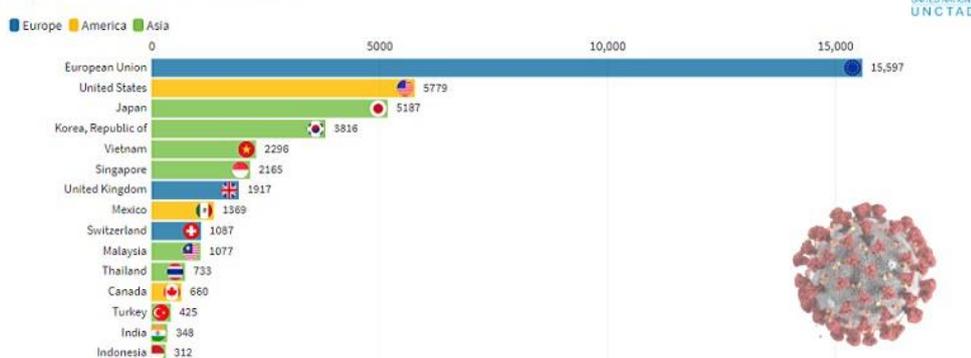
Commerce international : La pénurie de pièces détachées chinoises aurait provoqué une chute de 50 Md\$ des exportations mondiales en février

Les exportations chinoises de pièces et composants essentiels pour des produits allant de l'automobile aux téléphones portables sont estimées avoir diminué de 2 % en février, coûtant 50 milliards de dollars aux autres pays et à leurs industries, a déclaré mercredi la Commission des Nations unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED). Pour rappel, la Chine représente un cinquième du commerce mondial de produits intermédiaires. Le chiffre de 50 milliards de dollars cité par la CNUCED est en parti basé sur les *China's Purchasing Managers Indices* (PMI). Ces indices montrent en effet que l'activité des usines en Chine s'est contractée à un rythme jamais atteint pour un mois de février, pire encore que pendant la crise financière de 2008.

Les pays ou régions qui ont subi les pertes d'exportations les plus importantes sont l'Union européenne, avec près de 15,6 Md\$, les États-Unis (5,8 Md\$), le Japon (5,2 Md\$), la Corée du Sud (3,8 Md\$), Taiwan (2,7Md\$) et le Vietnam (2,3 Md\$). L'impact sur l'industrie automobile européenne serait d'environ 2,5 Md\$.

Les secteurs les plus touchés seraient les instruments de précision, les machines, l'automobile et les équipements de communication (le rapport ne couvre pas l'agriculture et les services).

Trade impact of the Coronavirus (COVID-19) Epidemic (USD Millions)
Top 15 most affected economies



Source: UNCTAD estimates - Estimates are based on a drop of Chinese supply in February 2020 as measured by the Chinese PMI. The list does not include Taiwan Province of China and Hong Kong, SAR of China.



Relation UE-Chine : la Commission européenne envisage une proposition pour s'attaquer aux entreprises « soutenues par l'État »

Margrethe Vestager, Commissaire européenne à la Concurrence a annoncé le 2 mars qu'un *white paper* sera publié en juin, concernant le renforcement des pouvoirs de la Commission afin de lutter contre la concurrence déloyale, en particulier envers les entreprises recevant des subventions publiques ou appartenant à un État.

Aucun État n'est mentionné spécifiquement mais cette proposition cible sans aucun doute les entreprises publiques chinoises et les entreprises aidées par l'État chinois qui ont un rôle de plus en plus dominant et agressif dans des secteurs stratégiques en Europe.

Retour au sommaire ([ici](#))

INDUSTRIE ET NUMERIQUE

Télécommunications : le déploiement de la 5G bénéficie du soutien des autorités à la reprise de l'économie

Le 4 mars, le Comité permanent du Politburo du Parti Communiste chinois a annoncé le renforcement des moyens alloués au développement de solutions destinées à combattre l'épidémie de COVID-19 ; le déploiement du 5G et la création de « centre de données » sont explicitement cités. Cette annonce est cohérente avec les [directives](#) du Ministère de l'Industrie et des Technologies de l'Information (MIIT) qui avait annoncé le 25 février que la 5G faisait partie des secteurs devant faire l'objet d'un « soutien important » dans le cadre de la reprise post-COVID 19. Les restrictions d'accès imposées aux opérateurs télécoms au niveau local, qui avaient ralenti ponctuellement la construction du réseau chinois ([voir brèves du 10 février](#)) semblent donc avoir été levées. Et China Mobile se montre particulièrement optimiste, prévoyant la construction de 300 000 stations de base d'ici fin 2020. L'entreprise met notamment en avant des chiffres encourageants dans la partie la plus urbanisée de la province du Guangdong (« Greater Bay Area »), considérée comme une zone prioritaire pour le déploiement de la 5G. 40 000 stations de base ont déjà été installées dans cette province et un million de terminaux 5G y ont déjà vendus.

Les trois principaux opérateurs chinois (China Mobile, China Unicom et China Telecom) étant des entreprises d'État (SOE), ces dernières répondent d'autant plus rapidement aux injonctions du gouvernement. Les autorités cherchent actuellement à relancer l'économie chinoise, fortement impactée par l'épidémie de COVID-19, via des [investissements massifs](#) dans les infrastructures. [Selon le professeur Sun Songlin](#) (Beijing University of Posts and Telecommunications), ces investissements proviennent des opérateurs eux-mêmes, mais également de financements publics et d'obligations souscrites sur le marché. Néanmoins, Sun Songlin émet des doutes sur le modèle financier d'un tel développement, rappelant que les opérateurs chinois avaient investi près de 800 Mds CNY (103 Mds EUR) à perte sur le déploiement de la 4G. Concernant la 5G, il semblerait que les tarifs proposés soient de nouveau trop bas et mettent ces opérateurs sous pression.

Selon [Yicai](#), ces [efforts](#) pourraient permettre aux trois principaux opérateurs chinois (China Unicom, China Mobile et China Telecom) d'avoir installé 550 000 stations de base à travers le territoire d'ici fin 2020, contre 130 000 fin 2019 (156 000 fin février 2020). Cette accélération devrait provoquer une augmentation de la demande en équipement 5G, tels que les cœurs de réseaux mais aussi les centres de traitements de données, et même les terminaux. Malgré les [stocks](#) accumulés par les principaux opérateurs, cette hausse de la demande pourrait créer des tensions pour les constructeurs en amont dont les capacités de production ont pu être impactées par les effets de l'épidémie. L'annonce par Huawei d'un investissement de 200 M EUR en France pourrait en partie s'expliquer par la volonté du groupe de diversifier ses bases de production et de soulager les tensions qui peuvent peser sur sa chaîne d'approvisionnement, principalement basée en Chine.

Le 27 février 2020, le MIIT a présenté son [rapport annuel](#) sur l'industrie des télécommunications en 2019. L'an dernier, le chiffre d'affaires cumulé des services télécoms a été de 1 310 Mds CNY (170 Mds EUR), soit une augmentation de 0,8% par rapport à l'année précédente tandis que le nombre d'abonnés de téléphones mobiles en Chine a dépassé 1,6 milliard, en augmentation de 35,25 millions sur un an. À la fin de l'année 2019, le taux de pénétration de la téléphonie mobile en Chine était de 114,4 terminal/100 personnes, soit une augmentation de 2,2 terminal/100 personnes. [Un rapport](#) de la GSM Association indique que les entreprises et consommateurs chinois expriment un intérêt plus marqué pour les applications de la 5G que leurs homologues américains et européens.

Véhicule autonome : la Chine met à jour sa stratégie nationale

Le 24 février 2020, la Commission nationale pour la réforme et le développement (NDRC) a rendu publique une mise à jour de sa [« stratégie de développement innovant pour les véhicules intelligents »](#), à la rédaction de laquelle onze ministères ont participé. La « stratégie » couvre presque toutes les questions relatives au cycle de vie d'un véhicule intelligent, y compris les questions juridiques, technologiques, liées à la responsabilité (assurances), etc.

Bien que vaguement définis, les objectifs énoncés dans ce plan indiquent une réévaluation à la baisse des objectifs de la NDRC qui, en [janvier 2018](#), espérait encore que, d'ici 2020, la moitié des nouveaux véhicules mis en vente sur le marché intérieur soient au moins partiellement autonomes (dont 10% de véhicules atteignant le niveau 3, c'est-à-dire une autonomie conditionnelle). Il est désormais prévu qu'à l'horizon 2025, l'écosystème industriel, les infrastructures, les standards et régulations, le système de contrôle et de surveillance des produits et de la sécurité soient « globalement en place ». Pour leur part, la production de masse devra avoir été initiée pour les véhicules remplissant les conditions ; le réseau LTE-V2X devra couvrir certaines régions du pays et le réseau 5G-V2X, certaines villes de Chine. Enfin, entre 2025 et 2035, le système de standardisation devra avoir été achevé et les véhicules intelligents être communément utilisés.

Cette nouvelle stratégie encourage également les coopérations industrielles internationales : laboratoires conjoints ; développements technologiques et mise en application ; attraction des « hauts talents » et coopérations académique, etc. Le texte précise toutefois que les « éléments innovants nationaux comme étrangers » et les « ressources du marché » devront faire l'objet d'une planification globale, ce qui semble indiquer une utilisation sélective des technologies étrangères, d'autant que le développement du secteur est appelé à être « sûr et contrôlable », expression qui – par le passé – a souvent servi à justifier des transferts de technologie (codes sources, etc.). Les entreprises nationales sont par ailleurs encouragées à « accélérer leur internationalisation », ce qui devrait être facilité par la reconnaissance mutuelle des standards, suite à la « participation approfondie aux institutions de standardisation internationales et régionales ».

Le lendemain de l'annonce, il a d'ailleurs été [rapporté](#) que certains composants développés par Baidu s'étaient vu décerner la certification IATF 16949 (qualité) par TÜV NORD. Par le passé, plusieurs produits de Baidu (kits de conduite autonome, cartes de haute précision, l'OS embarqué Xiaodu) avaient déjà obtenu des certifications internationales dont notamment les certifications IATF 16949, ISO 26262 (systèmes de sécurité), et ASPICE. Pour rappel, Baidu a été fondé en 2000 afin de développer moteur de recherche éponyme, avant d'entamer, en 2013, une diversification dans les véhicules autonomes avec l'objectif de créer l'« Android » des véhicules connectés. En 2020, Apollo continue d'accuser un retard technologique important sur le concurrent américain, Waymo (Google), qui a par ailleurs [annoncé](#) le 3 mars 2020 avoir levé 2,25 Mds USD à l'occasion d'un nouveau tour de table.

Économie numérique : WeChat bloque les liens vers la plateforme de télétravail de ByteDance

Feishu, application de ByteDance offrant des fonctionnalités pour le télétravail, n'est plus accessible sur WeChat depuis le 29 février. Selon un représentant de ByteDance, ce blocage avait été initialement rapporté par le site [36 KR](#) mais ce dernier avait dû retirer son article sous la pression de Tencent, qui aurait menacé de bannir également le contenu de 36 KR de sa plateforme de possibles représentations. Tencent a nié ces accusations. Feishu, dont la version internationale est Lark, appartient au groupe ByteDance tandis que WeChat est l'application de messagerie du groupe Tencent.

Cette annonce peut s'expliquer par la forte concurrence qui existe entre ces deux groupes, poids lourds du numérique en Chine. ByteDance, dont les applications les plus populaires sont TikTok (Douyin) et

JinriToutiao, un agrégateur d'actualité, cherche à se diversifier dans de nouveaux secteurs tels que les jeux vidéo, le streaming de musique ou l'éducation sur lesquels Tencent est fortement positionné en Chine. La rivalité entre ByteDance et Tencent s'exprime également dans le débat public. En mai 2018, Pony Ma, PDG de Tencent, et Zhang Yiming se sont invectivés publiquement sur WeChat, M. Zhang reprochant à Tencent de ne pas autoriser le partage de vidéos sur ses plateformes et de « plagier » Douyin en développant sa propre application de vidéos : Weishi. Par ailleurs, de nombreuses affaires judiciaires opposent régulièrement les deux groupes : en juin 2018, ByteDance avait porté plainte contre Tencent pour violation des règles de la concurrence. En réponse, Tencent avait déposé le même jour une contre-plainte pour diffamation à l'encontre de ByteDance.

Ce blocage intervient alors que l'affluence sur les plateformes de télétravail est au plus haut en Chine à cause des restrictions dues à l'épidémie de COVID-19. Le 4 février, Alibaba avait ainsi annoncé 200 millions d'internautes connectés simultanément à sa plateforme DingTalk.

Économie numérique : Huawei envisagerait de lancer son propre moteur de recherche

Selon [Technode](#), Huawei travaillerait actuellement au développement d'un moteur de recherche indépendant, adapté à son écosystème de smartphones et offrant plusieurs fonctionnalités (signets, recherche d'images, vidéos, etc.). Selon [XDA Developers](#), ce service serait lié à Aspiegel, la filiale irlandaise du groupe, dans le but d'éviter toute controverse liée à l'hébergement des données en Chine ; il respecterait ainsi certaines dispositions du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD). La capacité annoncée de Huawei de supprimer les données de navigation de ses utilisateurs pourrait indiquer qu'il s'agit d'un outil développé de façon indépendante par le groupe de Shenzhen. Bien que les conditions d'utilisation stipulent que les utilisateurs doivent s'identifier avec un « Huawei ID », cet outil semblerait être accessible directement depuis n'importe quel navigateur.

Huawei a lancé ces dernières semaines un appel auprès de ses utilisateurs aux Émirats Arabes Unis pour que ces derniers puissent tester la version beta de ce moteur de recherche. L'entreprise a cependant rapidement annoncé [l'arrêt](#) de ce programme, invoquant des critiques sur les réseaux sociaux.

Placé sur l'*entity list* du département du commerce américain en mai 2019, Huawei a depuis été contraint de mettre fin à sa collaboration avec Google. Alors que les smartphones du groupe fonctionnent encore sous Android, ces derniers ne permettent plus d'accéder directement aux applications de l'écosystème Google (Youtube, Gmail, Google Maps etc.), considérées comme indispensables par les consommateurs hors de Chine. Bien qu'il soit techniquement possible de télécharger ces dernières via des APK disponibles en ligne, Google a [averti](#) ses utilisateurs contre les risques liés à ce type de pratiques. En réponse, Huawei tente de développer son propre écosystème. Outre son propre App store (Huawei Mobile Services) et son moteur de recherche, la marque développerait également un [service de cartographie](#) en collaboration avec TomTom.

Cybersécurité : un rapport de Qihoo 360 fait mention d'actions d'espionnage de la CIA à l'égard de l'industrie et d'organismes scientifiques chinois

Le 2 mars 2020, le leader chinois de la cybersécurité, Qihoo 360, a rendu public sur son blog un [court rapport](#) (en anglais) mentionnant les activités d'espionnage que la CIA aurait piloté entre septembre 2008 et juin 2019 à l'encontre de plusieurs secteurs stratégiques du pays : industrie aéronautique, pétrolière, entreprises de l'internet, agences gouvernementales et institutions de recherche scientifiques en particulier. Très général, le rapport (qui procède de l'analyse de centaines de documents publiés en 2017 par Wikileaks) ne cite toutefois aucun nom d'entreprise ou d'organisation.



Le 3 mars 2020, le tabloïd nationaliste chinois, *Global Times*, a [déclaré](#) que le rapport « *s'il était confirmé, levait le voile sur l'incroyable hypocrisie américaine dans ses attaques envers la Chine depuis plusieurs années* » et proposé de prendre des « *actions rapides* » contre les institutions américaines concernées « *y compris la CIA, son groupe de hackers et les individus impliqués dans les attaques cyber* ». L'espionnage par des moyens cyber constitue depuis longtemps une pomme de discorde entre les deux Etats. En septembre 2015, les deux présidents américain et chinois étaient toutefois parvenus à conclure une trêve en signant un accord devant limiter les attaques cyber visant à acquérir des gains de nature économique (vol de secrets commerciaux, de technologies, etc.). En 2018, la NSA avait déjà [laissé entendre](#) que la Chine n'en respectait plus les termes.

Qihoo 360 est une entreprise privée mais au capital duquel sont toutefois présents, de manière très minoritaire, certains fonds d'investissements publics. Son fondateur, Zhou Hongyi, est membre du Comité consultatif politique du peuple chinois.

Retour au sommaire ([ici](#))

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS

Infrastructures aéroportuaires : la CAAC informe sur la reprise progressive des activités de construction et de ses décisions sur de nouveaux projets

L'Administration de l'Aviation Civile de Chine (CAAC) a annoncé fin février une reprise progressive des travaux de construction et d'aménagement aéroportuaire, en délivrant aux entrepreneurs des consignes de protection et prévention sanitaires contre l'épidémie de COVID-19. Parmi les 81 projets recensés au 3 mars 2020, 48 chantiers ont repris leur activité, s'agissant des relocalisations d'aéroports (parmi lesquels Chengdu Tianfu, Qingdao Jiaodong ou l'aéroport d'Ankang) et d'autres programmes concernant des projets de reconstruction ou extension (dont « phase III » à Hangzhou Xiaoshan, le terminal 3 et le hall satellite de Shenzhen). Par ailleurs, depuis le 11 février, la CAAC évalue les offres pour de nouveaux projets concernant les aéroports de Zhuhai, Changchun, Beihai, Hohhot, Wulanhote, Jieyang Chaoshan, Yueyang, Changbaishan, Chengdu Shuangliu, Yantai, ainsi que des nouvelles installations de tours de contrôles. Enfin, la CAAC a décidé l'octroi de subventions pour les aéroports de Nanchang, Yushu et Libo, approuvé la révision de plans globaux pour les aéroports de Shenyang, Harbin, Wuhan, Hefei, Tianjin, et confirmé le site de construction de l'aéroport de Henan Zhoukou.

Transport aérien : la CAAC présente un paquet de mesures financières et fiscales pour venir en aide aux compagnies aériennes

L'Administration de l'Aviation Civile de Chine (CAAC), conjointement avec le Ministère des finances, a annoncé le 4 mars la mise en œuvre d'un ensemble de mesures pour venir en aide au transport aérien, lourdement affecté par les conséquences de l'épidémie de COVID-19. Ce paquet contient des mesures fiscales et des incitations financières.

En matière fiscale, est rappelée la décision de levée de la contribution au fond de développement de l'aviation civile (voir *Brèves hebdomadaires du SER de Pékin - semaine du 3 et 10 février*), à quoi s'ajoute des exemptions de TVA pour les opérations aériennes dédiées au transport aérien de personnel, matériel médical et services postaux aux entreprises dans les zones à risques, ainsi que la mise en place d'un crédit d'impôt sur l'exercice 2020, remboursable sur 5 à 8 ans. Par ailleurs, les personnels médicaux et affectés aux tâches de prévention devraient également être exonérés d'impôts sur le revenu en 2020 (même si les critères d'éligibilité des agents concernés n'ont pas été précisés pour l'heure). Sur le plan des aides financières, la CAAC a également fait référence à un dispositif progressif d'aide, mais sans fournir de détails (prêts bancaires, échelonnement des créances, subvention d'équipements électronique de sécurité). Ce que l'on peut retenir surtout, c'est un plan de subvention des liaisons aériennes pour les compagnies aériennes, chinoises et étrangères. Sur la période courant du 23 janvier au 30 juin 2020, les entreprises de transport aérien pourront obtenir, pour chaque passager au siège-kilomètre, la somme de 0,0176 RMB (liaisons exploitées en concurrence) ou de 0,0528 RMB (liaisons exploitées sans concurrence). Air France KLM est donc logiquement éligible à ces fonds (y compris de manière rétrospective) et est en train d'évaluer leur volume prévisionnel s'agissant de ses opérations en Chine

Ces annonces interviennent tandis que IATA a publié le 5 mars une actualisation de son étude d'impact sur les conséquences de l'épidémie pour l'économie du transport aérien en 2020, avec des scénarii de pertes estimées oscillant entre 63 à 113 Mrd USD au niveau global, dont au minimum 22 Mrd USD pour les seuls transporteurs chinois. Par ailleurs, alors que le trafic aérien domestique semble reprendre en



Chine (+2,9 M de sièges sur les vols réguliers entre le 24 février et le 2 mars), les compagnies aériennes n'ont pas hésité à faire des promotions commerciales très agressives, anticipant sans doute les mesures de subventions publiques par la CAAC : le prix d'appel d'un billet Shanghai-Chongqing par Spring Airlines (compagnie low-cost) ne coûte que 29 RMB (env. 3,70 €). Autre exemple, Shenzhen Airlines (filiale d'Air China) propose un vol Chongqing-Shenzhen à partir de 100 RMB (près de 12,90 €), soit seulement 5% du prix du billet moyen en temps normal.

Logistique : priorité à la reprise dans le secteur de la logistique

Le 3 mars, le Premier ministre chinois M. Li Keqiang a souligné l'importance du retour à la normale du secteur de la logistique dans le contexte de l'épidémie de COVID-19. Le Premier ministre a invité à supprimer toutes restrictions déraisonnables ayant un impact négatif sur les opérateurs et à les traiter tous de manière égale sans discriminations. Le gouvernement a décidé de poursuivre ses mesures d'aides économiques à destination du secteur : réduction des taxes immobilières pour les entrepôts de marchandises en zone urbaine, réduction de certains frais de livraison maritime, ferroviaire et aéroportuaire, assouplissement des frais des chauffeurs de taxi, réduction des frais d'assurance, incitation à proposer des facilités de trésorerie pour les entreprises affectées, etc. Il a aussi souligné l'importance de la protection sanitaire des 3 millions de livreurs, acteurs clés du « dernier kilomètre ».

Le secteur connaît de multiples difficultés : manque de main d'œuvre (14 jours de période de quarantaine pour les travailleurs revenant d'une autre province), allongements excessifs des délais, conséquences financières, etc. L'indicateur de conjoncture du secteur de la logistique LPI (*Logistics Prosperity Index*) publié mensuellement par le *China Logistics Information Center* ressort en février 2020 à 26,2 points – en baisse de 23,7 points par rapport à janvier. Cet indicateur (normalisé sur une valeur centrale de 50) n'était jamais descendu en dessous de 49 depuis 2012.

Pour mémoire, la route représente le premier mode de transport de fret en termes de tonne-km transporté avec une part de 52% (contre 15% pour le ferroviaire) en 2019.

Développement durable : le MEE allège les contrôles sur certaines entreprises pour favoriser la reprise économique suite au Covid-19

Le ministère de l'écologie et de l'environnement a publié un communiqué précisant sa stratégie concernant la gestion de crise du COVID-19. Le traitement des déchets médicaux et des eaux usées reste prioritaire, afin de ne pas propager l'épidémie, le ministère annonçant en assurer un contrôle « à 100 % ». Plusieurs mesures visant à l'amélioration de la qualité de l'air sont également annoncées.

Enfin, le ministère annonce une série de mesures permettant de favoriser la reprise économique. Des listes temporaires d'entreprises sont dressées, ces listes devant arriver à expiration en septembre 2020, mais renouvelables si les conditions l'exigent. Sont concernées les entreprises ayant des activités en lien direct avec la lutte contre l'épidémie de coronavirus (ex : production de matériel médical, gestion des déchets, etc), des entreprises liées au bien-être de la population (ex : agroalimentaire, électricité, gaz), des activités peu polluantes et employant beaucoup de mains d'œuvre (ex : vente d'automobiles, services d'entretien, restauration), des grands projets industriels (ex : infrastructures de transports, ouvrages hydrologiques) ainsi que des domaines clefs de l'économie (ex : fabrication automobile, ferroviaire, aérospatial, électronique).



Ces entreprises pourront bénéficier, sous conditions, de procédures allégées pour leurs études d'impact environnemental, de report pour le paiement de taxes environnementales et d'exemptions de contrôles sur site. Les contrôles sur site sont remplacés autant que possible par des contrôles à distance, par capteurs ou drones par exemple.

Développement durable : publication par le Comité central du PCC de « lignes directrices en matière de gouvernance moderne de l'environnement »

Dans une tribune publiée en « une » du Quotidien du Peuple, le Comité central du PCC et le Conseil des affaires d'Etat ont annoncé le 3 mars des lignes directrices visant à établir un système de gouvernance moderne de l'environnement, sous la direction du PCC et avec la participation de la société civile. Ces lignes directrices précisent notamment les rôles des différents acteurs dans la gouvernance environnementale :

- **Autorités publiques** : le Comité central du PCC et le Conseil des affaires d'Etat fixent dorénavant les orientations stratégiques et les objectifs généraux de la politique environnementale. Par ailleurs, la gouvernance budgétaire de la protection environnementale est modifiée au niveau local, les autorités locales (municipalités, provinces) disposant maintenant d'un budget propre sur ce sujet.
- **Entreprises** : mise en place d'un système de responsabilité étendue des producteurs, en tenant particulièrement compte du cycle de vie complet des biens.
- **Société civile** : les lignes directrices renforcent le rôle de la société civile dans le contrôle des infractions environnementales des entreprises et l'enseignement de la protection de l'environnement.

Le rôle de la Commission nationale pour la réforme et le développement (en anglais : NDRC) est explicité, notamment pour assurer l'inter-ministériarité.

A noter que le document ne mentionne que des enjeux domestiques (pollution de l'air et de l'eau, économie circulaire) et ne traite pas des questions de changement climatique ou de protection de la biodiversité.

[Lire les « lignes directrices en matière de gouvernance moderne de l'environnement » \(en chinois\)](#)

Retour au sommaire ([ici](#))

HONG KONG et MACAO

HONG KONG

POLITIQUE MONETAIRE : l'Autorité Monétaire de Hong Kong (HKMA) suit la décision de la Fed en abaissant son taux d'intérêt de base, pour la 4^{ème} fois en 9 mois, à 1,5%.

La HKMA a répliqué le 4 mars la baisse des taux d'intérêts de la Fed décidée la veille (50 pb à 1-1,25%) et a baissé son taux d'intérêt de base de 50 pb à 1,5%. Il s'agit de la 4^{ème} baisse en 9 mois, après celles du 31 juillet (25 pb) et du 19 septembre (25 pb) et du 31 octobre (25 pb), suivant celles de la Fed.

M. Eddie Yue, directeur général de la HKMA, a déclaré avoir pris acte de la décision de la Réserve Fédérale Américaine d'utiliser de manière proactive sa politique monétaire pour atténuer les risques économiques liés au coronavirus. Il a cependant tenu à rappeler que l'évolution de l'épidémie restait encore très incertaine et que la volatilité sur les marchés financiers devrait perdurer, incitant les investisseurs à la prudence. Il a enfin rappelé que les taux d'intérêt en dollars de Hong Kong seront également influencés par d'autres facteurs tels que l'offre et la demande de financement intérieur.

BOURSE : L'indice Hang Seng stagne au cours de la semaine (+0,3%), perdant le vendredi les gains obtenus au cours de la semaine.

L'indice Hang Seng (HSI) a stagné au cours de la semaine (+0,3%) clôturant à 26 146,67 points. Après avoir notamment progressé de +2,08% (à 26 767,87 points) le jeudi 5 mars grâce aux nouvelles positives sur la stabilisation du virus en Chine et Hong Kong, et grâce aux annonces de baisses de taux des banques centrales, le HSI a perdu -2,32% le vendredi 6 mars, en raison des inquiétudes sur les conséquences de la propagation du coronavirus dans le reste du monde.

Au cours de la semaine, les sous indices utilities, immobilier et commerce & industrie ont gagné respectivement +1%, +0,9% +1,4%, tandis que le sous-indice finance a perdu -1,2%.

TOURISME ET VENTE DE DETAIL : Les arrivées de visiteurs chutent de -52,7% et les ventes de détail de 21,4% en janvier 2020 en valeur.

D'après le Hong Kong Tourism Board, la RAS a accueilli 3,2 millions de visiteurs en janvier, en baisse de -52,7%. Le nombre d'arrivées a chuté à 3 000 par jour au cours de la première quinzaine de février, contre 200 000 l'année dernière. Le taux d'occupation hôtelière chute à 59% contre 92% à la même période l'an dernier.

D'après le département des statistiques, la valeur des ventes de détail à Hong Kong a chuté de 21,4% en janvier en glissement annuel à 4,86 Mds USD, pour le 12^{ème} mois consécutif. Tous les segments sont impactés ; les ventes de "bijoux, montres, horloges, et objets de valeur" ont diminué de 41,6 %, les médicaments et les cosmétique (-32,3%), les vêtements (-28,9%). Les ventes de produits de base dans les supermarchés ont en revanche augmenté de 10,2% en janvier 2020 en glissement annuel, par crainte de pénurie.

BANQUE : Bank of East Asia, basée à Hong Kong, a déclaré le 4 mars qu'elle allait procéder à un examen complet de son portefeuille d'entreprises et d'actifs.

L'examen portera sur l'identification de transactions potentielles, notamment des cessions d'actifs non stratégiques, afin d'augmenter la valeur des activités et des actifs existants de la banque. La Banque a mandaté Goldman Sachs comme conseil dans le cadre de cet examen, et annoncera une mise à jour sur l'état d'avancement de l'examen d'ici le 30 juin 2020.

Le Fonds activiste Elliott Management, actionnaire à 7,50% de la banque, a parallèlement suspendu la procédure judiciaire à l'encontre de la banque (ouverte contre la gestion de la banque).

Bank of East Asia a fermé près de 30% de ses agences à Hong Kong depuis fin janvier en raison de l'épidémie de coronavirus.

MACAO

POLITIQUE MONETAIRE : Macao suit la décision de l'Autorité monétaire de Hong Kong en annonçant une baisse de son taux d'intérêt de base

L'Autorité monétaire de Macao (AMCM) a annoncé le 4 mars qu'elle suivait la décision de l'Autorité monétaire de Hong Kong (HKMA) en abaissant son taux directeur de 50 pb à 1,5%. Il s'agit également de la 4^{ème} en 9 mois, suivant celles de la HKMA et de la Fed. La monnaie macanaise, le Pataca, est ancrée au dollar de Hong Kong au taux de 1 HKD/ 1,03 MOP.

Retour au sommaire ([ici](#))

TAIWAN

Impact du Coronavirus : les autorités se veulent rassurantes

Alors que les prévisions de croissance sont à la baisse pour 2020, (1,9% selon [Standard Chartered Bank](#) et 1.6% selon [ANZ](#)), avec notamment des incidences très fortes [sur le secteur du tourisme](#) et [de l'électronique](#), les autorités se veulent quant à elles rassurantes. Ainsi, le Ministre CHU Tzer-ming, de la Direction Générale du budget de la comptabilité et des statistiques (DGBAS), estime que l'objectif des 2% de croissance peut être maintenu grâce notamment au [plan de stimulus](#) déployé par le gouvernement, la consommation intérieure étant soutenue jusqu'ici via les plateformes de commerce en ligne et de livraisons, et grâce au retour des « Taishang » à Taiwan.

Retour au sommaire ([ici](#))

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du S.E.R. (adresser les demandes à [pekin\[at\]dgtresor.gouv.fr](mailto:pekin[at]dgtresor.gouv.fr)).

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur : S.E.R. de Pékin, Service Économique de Hong Kong, Service Économique de Taipei.

Adresse : N°60 Tianzelu, Liangmaqiao, 3e quartier diplomatique, district Chaoyang, 100600 BEIJING – PRC, CP 100600

Rédigé par : Zilan Huang, Furui Ren, Xu Lianyi, Antoine Bernez, François Lemal, Maxime Sabourin, Odile Huang.

Revu par : Orhan Chiali, Pierre Martin, David Karmouni, Jean-Philippe Dufour, Valérie Liang-Champrenault, Alain Berder

Responsable de publication : Jean-Marc Fenet